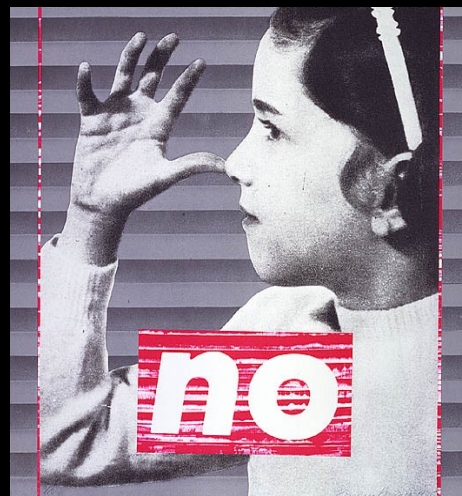


Mercredi 5 avril - Appel

journée nationale d'actions de soutien aux inculpéEs du mouvement

Depuis des semaines, les actions se multiplient : manifestations, occupations, bloquages des axes de circulation, sabotages, déménagements, détournements ou peinturlurages de lieux et objets qui représentent le pouvoir et l'exploitation, résistance à la police, assemblées, débats... Cette diversité partout en France est notre force !

C'est d'une manière générale, l'addition de ces actions qui crée un large mouvement de contestation. Elles sont autant d'outils permettant à ce mouvement de s'imposer, d'empêcher les tentatives d'étouffement du gouvernement, de se faire entendre ! L'État craint peu les marches qui jalonnent les mouvements sociaux depuis des années, si celles-ci se résument à des défilés pantouflards avec pour seule vocation de négocier de petites parts du gâteau. L'État craint, au contraire, le potentiel de colère d'un mouvement déterminé, à plus forte raison s'il est capable d'agréger d'autres révoltéEs.



La réponse policière face à la détermination du mouvement est de plus en plus violente. A chaque nouvelle journée d'action, des centaines de personnes mineurEs et majeurEs sont interpellées, jugées et condamnées à des peines de plus en plus dures. Désormais, Sarkozy en appelle à de la prison ferme pour les diverses personnes arrêtées lors des manifestations. La CGT et les autres centrales syndicales, s'allient de plus en plus souvent avec la police pour assurer des rôles de délateurs, de flics et de matons des manifestations. Ils vont jusqu'à s'organiser main dans la main avec les forces de l'ordre pour attrapper les-dits "casseurs" et les livrer à la "justice".

Cette répression est à l'image d'une société de la tolérance zéro et du contrôle omniprésent. Une société où se construisent actuellement 6 prisons pour mineur-e-s, plus de 10 000 nouvelles places en tôles pour les pauvres et/ou dissidents de toutes sortes. Nous vivons dans une société où se répandent, à une vitesse décuplée et de manière souvent invisible, la vidéo-surveillance, le fichage, les contrôles biométriques, l'aménagement sécuritaire du territoire... visant à rendre impossible tout refus ou contestation.

Pour l'heure, nous ne laisserons pas l'Etat, les médias ou ceux qui au sein de la gauche et des syndicats "collaborent", diviser le mouvement en faisant le tri entre les "bons" et les "mauvais" manifestantEs, entre les "jeunes des banlieues" et les "lycéenEs/étudiantEs". Nous ne laisserons pas nos compagnon-e-s de lutte aux mains d'une institution carcérale qui n'est là que pour détruire, humilier et distiller la peur. L'enfermement de centaines de personnes ne permettra pas au gouvernement de revenir à la "paix sociale". Nous ne sommes pas naïfs et ne croyons pas à une "union" pré-existante entre personnes que cette société enrage. Il y a parfois, c'est loin d'être le cas partout, des violences regrettables entre nous. Nous voulons les dépasser dans la lutte et la rencontre, sans police, ni enfer carcéral.

Nous appelons donc à une journée d'action nationale de soutien aux interpelléEs mercredi 5 avril. Participons à de multiples actions : parloirs sauvages, rassemblement ou occupations devant les prisons ou dans les tribunaux, occupations des chantiers de prisons pour mineurEs et majeurEs, occupations des chantiers des géants du BTP co-responsables de la construction de prisons et de centres de rétention en France, écritures de lettres aux inculpéEs...

Organisons-nous pour ne plus être des "victimes" faciles de la répression en créant des équipes légales, en s'informant sur nos droits, en s'organisant en groupes affinitaires de personnes qui se protègent et s'entraident lors des diverses actions et manifestations.

Amnistie pour les inculpéEs du mouvement "anti-cpe".

Amnistie pour les émeutierEs de novembre.

Ne laissons pas ce monde se transformer en prison !

Collectif dijonnais de soutien aux inculpé-e-s